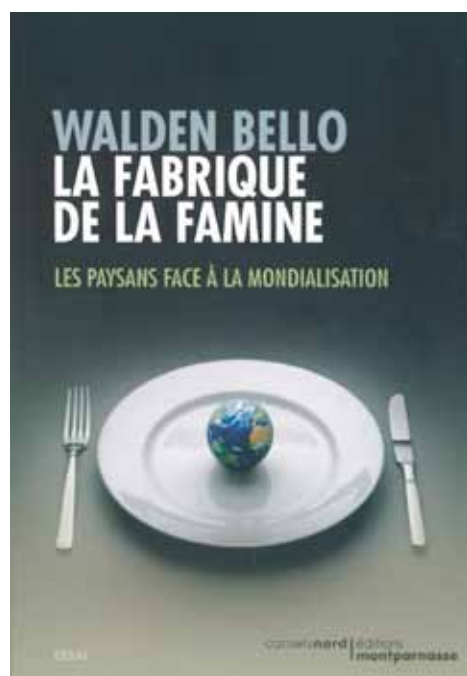


En finir avec cette fabrique

► Recension de l'ouvrage « La fabrique de la famine », de *Walden Bello*¹

Dans la seconde moitié du 20^e siècle, l'humanité croyait avoir potentiellement vaincu la faim. Mais depuis le 21^e siècle, force est de constater que ce n'est toujours pas le cas. Le problème n'est plus seulement l'inégale répartition des aliments, mais aussi l'érosion de la capacité productive de l'agriculture. Pour s'en sortir, selon Walden Bello, il faut revaloriser l'agriculture paysanne.



Ces dernières années, le capitalisme est devenu le mode de production dominant de l'alimentation mondiale. L'instauration d'un système de règles néolibérales a donné au commerce mondial un cadre juridique fondamentalement favorable aux grandes entreprises. Mais en réalité, l'on assiste à une « dépayssannisation », c'est-à-dire à l'élimination progressive d'un mode de production pour faire des campagnes un cadre plus propice à l'accumulation intensive du capital. Et pourtant, alors que le capitalisme semble bien parti pour dominer totalement l'agriculture, il se révèle pleinement dysfonctionnel. Non seulement il condamne des millions de personnes à la marginalisation, mais il aggrave le réchauffement de la planète. Selon l'auteur, la viabilité et la crédibilité de l'agro-industrie mondiale s'érodent et la petite agriculture paysanne pourrait bien apparaître comme une manière viable d'organiser la production alimentaire.

On a voulu rendre l'économie plus « efficace »

Au Mexique, comme aux Philippines, l'exportation des produits agricoles était censée rapporter les dollars nécessaires au remboursement de la dette extérieure. Mais les ajustements structurels imposés par la Banque mondiale et par le Fonds monétaire international ont détruit les programmes ruraux de ces pays, trans-

formés en importateurs nets de denrées alimentaires, les campagnes n'étant plus considérées comme une composante essentielle du développement économique.

Idem en Afrique. Autosuffisant et exportateur à l'époque de la décolonisation, aujourd'hui le continent importe 25 % de son alimentation. L'ajustement structurel a réduit drastiquement les budgets publics. Les subventions pour les engrais ont été ramenés à la portion congrue, voire supprimés. Aux yeux de la Banque mondiale, les petits exploitants étaient considérés comme non compétitifs, et l'objectif central de la politique agricole consistait à faciliter leur reconversion en gros exploitants sous contrat ou en travailleurs agricoles dans les fermes agro-industrielles. La Banque mondiale reconnaît aujourd'hui qu'en faisant pression pour le définancement des programmes publics, elle a contribué à dégrader la capacité productive de l'agriculture. Résultat : la famine et la disette sont devenues des phénomènes récurrents.

« Refuser la subordination à un commerce non réglementé ».

La Chine a, elle aussi, suivi les exigences de la Banque mondiale tournées vers les exportations. Auparavant, la Chine communiste appliquait une politique d'auto-suffisance alimentaire. Cette politique est aujourd'hui menacée. L'éviction des agriculteurs qui cultivaient le coton, le sucre et le soja pourrait rendre le pays de plus en plus dépendant du marché international pour son alimentation, ce qui favorisera sans aucun doute la hausse des prix des denrées.

L'offensive des agrocarburants

Les agrocarburants, surtout l'éthanol et le biodiesel, seraient, selon un rapport de la Banque mondiale, responsables des trois quarts de la hausse de 140 % des prix alimentaires de 2002 à 2008. Ce rap-

Suite à la page suivante ►

¹ : Walden Bello, *La fabrique de la famine. Les paysans face à la mondialisation*, Paris, Carnets Nord/Éditions Monparnasse, 2012, 224 p., ISBN

> port aurait été passé sous silence pour ne pas embarrasser George Bush, alors président des États-Unis.

Pour rappel, ces sources d'énergie sont élaborées à partir de matériaux biologiques. L'éthanol est issu de cultures riches en sucre ou en féculents. Au Brésil, on le produit à partir de la canne à sucre, tandis qu'aux États-Unis, on utilise le maïs. Le biodiesel est lui élaboré avec des huiles et des graisses et sa production et consommation sont plus répandues en Europe.

« Les petits exploitants étaient considérés comme non compétitifs ».

Au Nord comme au Sud, les pays sont séduits par la promesse des agrocarburants : une dose de sécurité énergétique et d'indépendance par rapport au pétrole du Moyen-Orient. Tout État capable de produire de la canne à sucre, des betteraves, du maïs ou du blé pourra produire son carburant.

Pourtant, selon les calculs d'Oxfam, repris par Walden Bello, les programmes d'agrocarburants des États-Unis et de l'Union européenne ont fait chuter 30 millions de personnes sous le seuil de pauvreté. Selon les estimations d'Action Aid, on dépense 16 à 18 milliards de dollars par an en subventions aux agriculteurs américains et européens – plus de quatre fois le total de l'aide agricole du Sud. Cette politique, explique l'association, expose environ 260 millions de personnes au risque de famine. D'autres inquiétudes se sont également exprimées : les programmes d'agrocarburants du Nord pourraient compromettre gravement les tentatives d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement, et ils ont peut-être effacé les progrès récents des pays en développement dans la lutte contre la pauvreté.

Loin de constituer une solution au changement climatique, les agrocarburants contribuent au réchauffement de la planète, intensifient la crise alimentaire et ont de graves conséquences sociales.

Walden Bello cite l'exemple du Brésil où les agrocarburants sont accusés d'avoir stimulé la déforestation en Amazonie, appauvri la biodiversité et créé des conditions de travail abominables à la limite de l'esclavage. Pourtant, il n'est guère probable que la production d'agrocarburants soit totalement éliminée dans un avenir proche, car trop d'intérêts sont en jeu et trop de mythes font d'elle une solution au réchauffement de la planète.

Si l'auteur accuse les agrocarburants d'avoir contribué à la hausse des prix alimentaires, il insiste aussi sur le fait qu'ils ne l'ont pas provoquée. Parmi les responsables, il pointe du doigt l'ajustement structurel, le libre-échange et l'extraction de l'excédent agricole au profit de l'industrialisation.

La voie de l'avenir...

Via Campesina, le mouvement international des paysans – auquel participent notamment le Mouvement Sans Terre (Brésil), José Bové et Lee Kyung Hae – résiste en s'opposant à des institutions comme l'OMC et en remettant en cause le paradigme agroalimentaire actuel. Selon la Via Campesina, la monoculture, l'agro-industrie à grande échelle, la révolution verte et la biotechnologie seraient loin d'être efficaces pour produire de la nourriture, stimuleraient au contraire l'exode rural, la pollution chimique, l'appauvrissement génétique... et créeraient avant tout la faim.

La Via Campesina défend un programme dit de souveraineté alimentaire défini en neuf points :

- > Que l'essentiel de la nourriture consommée dans un pays soit produit par les paysans de ce pays, c'est ce que l'on appelle l'autosuffisance alimentaire.
- > Refuser la subordination à un commerce international non réglementé.
- > Que la production et la consommation alimentaires soient conçues en fonction du bien-être des paysans et des consommateurs et pas des profits des transnationales de l'agro-industrie.
- > Que les systèmes alimentaires nationaux fournissent une production vivrière saine, de bonne qualité et culturellement appropriée, destinée au marché intérieur.

> De trouver un nouvel équilibre entre l'agriculture et l'industrie, entre la campagne et la ville, pour inverser la subordination de l'agriculture et du milieu rural à l'industrie et aux élites urbaines.

> De promouvoir une répartition équitable des terres par la réforme agraire.

> Que la production agricole soit essentiellement effectuée par des petits paysans, des coopératives ou des entreprises publiques et que la distribution et la consommation des denrées soient régies par des mécanismes équitables de fixation des prix.

> De décourager l'agro-industrie fondée sur le génie génétique et la première révolution verte à forte intensité chimique.

> De développer les technologies agricoles indigènes et paysannes traditionnelles qui favorisent l'équilibre entre la communauté humaine et la biosphère.

Le mouvement *Via Campesina*, même s'il valorise l'agriculture paysanne, la production à petite échelle, l'environnement, n'idéalise pourtant pas un retour au passé. Selon lui, la technologie de pointe peut s'allier parfaitement à l'agriculture paysanne.

Le capitalisme, sous sa forme néolibérale, a voulu se passer des agriculteurs et paysans nationaux et locaux parce qu'ils n'arrivaient pas à nourrir le monde. Cependant, l'agro-industrie n'a pas mieux réussi puisque la famine s'aggrave, la qualité des denrées se dégrade et l'environnement est déstabilisé. Alors, conclut l'auteur, en ces temps de crise mondiale, les paysans et les petits exploitants offrent une perspective d'autonomie, de diversité et de coopération en assurant au mieux la subsistance de leurs communautés respectives. On peut dire que les paysans de partout nourrissent le monde. ■

Recensé par Véronique Wilbeaux